

PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 22 février 2006 prescrivant à la société
LAFARGE PLATRES les conditions de mise en
sécurité et de poursuite du suivi piézométrique du
centre d'enfouissement technique qu'elle a
exploité sur le territoire des communes de
BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

VU :

l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

le code de l'environnement, notamment les dispositions reprises au titre 1er «installations classées pour la protection de l'environnement» du livre V ;

le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au code de l'environnement, livre V, titre Ier ;

la circulaire ministérielle du 3 décembre 1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués ;

la circulaire ministérielle du 10 décembre 1999 relative aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation des sites et sols pollués ;

l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1981 autorisant la Société PREGYPAN RIGIPS à poursuivre l'exploitation de la décharge de déchets de plâtre sur le territoire de la commune de BERNEUIL EN BRAY ;

l'arrêté préfectoral du 30 mai 1994 autorisant la Société LAFARGE PLATEUROPE à étendre l'exploitation de son centre d'enfouissement technique sur le territoire des communes de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER ;

l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 prescrivant à la Société LAFARGE PLATRES la réalisation d'un diagnostic environnemental et d'une étude simplifiée des risques pour le centre d'enfouissement technique qu'elle a exploité sur le territoire des communes de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER ;

la lettre du 17 juillet 2003 par laquelle la Société LAFARGE PLATRES informe le Préfet de l'OISE de la cessation d'activité du centre d'enfouissement technique de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER ;

le rapport relatif au diagnostic environnemental et à l'étude simplifiée des risques du Centre d'Enfouissement Technique de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER, réalisé pour le compte de la Société LAFARGE PLATRES par le Cabinet Environnement Qualité Service en mai et juillet 2003 ;

l'avis référencé BP-H 0805-41 en date du 10 août 2005 de l'hydrogéologue agréé relatif à la cessation d'activité et au suivi piézométrique du Centre d'Enfouissement Technique exploité par la Société LAFARGE PLATRES sur le territoire des communes de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER ;

le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 14 octobre 2005 ;

l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de PICARDIE en date du 21 octobre 2005 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 7 décembre 2005 ;

CONSIDÉRANT :

les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, particulièrement la santé, la sécurité, la salubrité publique ;

que la pollution des sols du site de l'ancien Centre d'Enfouissement Technique LAFARGE PLATRES sur le territoire des communes de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER, susceptible de présenter des risques pour les intérêts protégés précités, rend nécessaire d'adopter les mesures utiles visant à limiter au minimum ces risques ;

le diagnostic environnemental et l'évaluation simplifiée des risques, réalisés par la Société LAFARGE PLATRES pour le Centre d'Enfouissement Technique qu'elle a exploité sur le territoire des communes de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER, qui confirment la présence d'une source de pollution constituée de déchets de plâtre principalement, d'un milieu pouvant assurer le transfert des polluants, la nappe de la craie, et de cibles potentielles, le captage d'alimentation en eau potable de Berneuil en Bray notamment ;

selon les études des sols précitées, au regard du guide méthodologique de gestion des sites pollués publié par le ministre chargé de l'environnement, l'appartenance du site de l'ancien Centre d'Enfouissement Technique de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER à la classe 2 pour le milieu "eaux souterraines", à la classe 3 pour le milieu "eaux superficielles" ;

les opérations de surveillance piézométrique préconisées par l'hydrogéologue agréé ;

l'exploitant entendu ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'OISE ;

ARRETE

Article 1er :

La Société LAFARGE PLATRES, dont le siège social est 500 rue Marcel Demonque, Zone du Pôle Technologique Agroparc - 84915 AVIGNON CEDEX 9, est tenue, pour le Centre d'Enfouissement Technique (CET) qu'elle a exploité sur le territoire des communes de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER (Oise), de satisfaire aux prescriptions fixées aux articles ci-après.

Sauf indication contraire, les délais fixés pour les opérations prescrites s'entendent à compter de la date de notification de la présente décision.

En outre, il convient de noter que :

- les matériaux pollués dans le sol font partie intégrante du sol, en cas de transaction ils ne pourront être dissociés ;
- les prescriptions de la présente décision ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire l'établissement de celles-ci, après avis du Préfet ;
- dans l'éventualité d'un projet d'occupation du site à un usage sensible au sens du guide méthodologique susvisé, une Etude Détaillée des Risques devra être réalisée préalablement afin de définir les dispositions utiles à la santé des futurs occupants.

Article 2 :

Tant que les déchets enfouis seront réputés présenter des risques pour l'environnement, les aménagements réalisés en vue de les prévenir ou de les limiter au minimum sont maintenus en place et en état.

Les éventuels projets de travaux, au droit ou aux environs des zones occupées par les dépôts, pouvant directement ou indirectement augmenter le risque de lixiviation des déchets enfouis, font l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de l'Oise. Il s'agit en particulier de travaux nécessitant ou ayant pour objet des opérations de terrassement, de dessouchage ou de dérivation des eaux de ruissellement.

La demande est formulée en triple exemplaire six mois avant la date prévisionnelle de début de travaux. Elle est accompagnée des éléments d'appréciation utiles (étude d'impacts, plans, coupes topographiques...) et de la justification des mesures compensatoires envisagées. S'il y a lieu, le Préfet pourra inviter la pétitionnaire à verser au dossier une étude détaillée des risques.

Article 3 :

L'intégrité du confinement superficiel fait l'objet des vérifications utiles périodiques, au moins annuelles. S'il y a lieu les travaux de remise en état sont effectués au plus tard sous le délai de trois mois à compter de la date de leur constat. En cas de conditions météorologiques défavorables, ils le sont sous le même délai dès que ces conditions sont revenues à la normale.

Article 4 :

Les eaux souterraines dont la qualité est susceptible d'être altérée du fait de déchets enfouis font l'objet d'opérations de contrôles périodiques, pendant une durée d'au moins 10 ans à compter de la déclaration de cessation d'activité susvisée. Les prélèvements sont opérés pendant la période avril-juin, chaque année jusqu'en 2006, puis tous les deux ans.

Aux fins précitées, le piézomètre implanté à l'aval hydraulique de la zone des dépôts est maintenu en place et en état. S'il y a lieu, il est restauré ou remplacé, aussi souvent que nécessaire, à l'initiative de la Société LAFARGE PLATRES.

Les analyses portent au minimum sur les sulfates. En cas d'évolution notable de la teneur enregistrée pour ces derniers, particulièrement si elle devenait supérieure à 30 mg/l, dans la quinzaine suivant l'obtention du résultat, un nouveau prélèvement serait opéré pour analyse des paramètres mentionnés à l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 30 mai 1994 susvisé : sulfates, nitrates, Ca, Mg, K, Na, phénols, baryum, cuivre, plomb, molybdène et titane.

Les résultats sont communiqués dans la quinzaine qui suit leur obtention au Préfet de l'OISE. Les éventuelles anomalies, les variations brutales de concentrations enregistrées notamment, sont commentées.

Article 5 :

Les zones polluées sont reportées sur un plan à l'échelle 1/500ème ainsi que l'emplacement du piézomètre de contrôle.

Les plans précités et les coupes topographiques illustrant le modelé donné aux zones des dépôts afin de favoriser l'évacuation des eaux météorologiques en dehors des zones de dépôt sont adressés en 5 exemplaires au Préfet de l'OISE, sous le délai de 3 mois à compter de la présente décision.

Article 6 :

Il ne sera pas entrepris sur le site d'actions susceptibles de s'opposer aux opérations de traitement des matériaux pollués qui pourraient être décidées particulièrement au vu de leur impact sur l'environnement. Cette disposition vise notamment les constructions ou aménagement à caractère provisoire ou définitif, au droit ou aux abords des zones protégées visées à l'article 4 ci-dessus.

De plus, nonobstant les dispositions fixées à l'article 2 ci-dessus, sont interdites sur le site les opérations suivantes :

- Réalisation de trous, excavations, fondations, forages, défonçages susceptibles d'endommager le revêtement protecteur mis en place ;
- Irrigation des terrains ;
- Plantation d'arbres et de plantes destinés à l'alimentation humaine ou animale.

Article 7 :

En cas de travaux de terrassement, les matériaux excavés notamment depuis les zones polluées sont réputés être des déchets et sont éliminés suivant une filière autorisée à cet effet, en application du code de l'environnement. L'exploitant justifie au Préfet celle qu'il propose au moins trois mois avant la date de début des travaux.

Article 8 :

L'accès au site est laissé libre aux personnes habilitées aux opérations de surveillance en raison de son état de pollution. Celui aux zones où les déchets renfermés dans les sols pourraient présenter des risques pour la santé humaine est :

- interdit, en permanence, au public et aux enfants ;
- admis pour les personnes dûment autorisées par l'exploitant, qui selon l'objet de leur intervention les informe de l'état de pollution des sols et, s'il y a lieu, les dote des protections utiles.

Les aménagements utiles aux restriction ou interdiction d'accès sont maintenus en place. Ils sont remis en état autant que nécessaire, à l'initiative de l'exploitant.

L'accès de l'établissement est fermé par un portail, à clef en dehors des périodes d'activités, ou par un dispositif d'efficacité équivalente.

Article 9 :

Conformément à l'article L.514-20 du Livre V – Titre 1er du Code de l'Environnement, la société LAFARGE PLATRES prend les dispositions utiles pour informer tout éventuel nouvel occupant site afin que ce dernier connaisse les dangers ou inconvénients résultant des activités qui y ont été exercées. Elle lui communique en particulier un exemplaire des rapports d'études des risques susvisés, conduites pour un usage du site de type industriel, artisanal ou commercial ; elle lui souligne que toute modification de cet usage impose préalablement une nouvelle étude des risques, en vue d'apprécier l'éventuelle nécessité de mesures de prévention ou de protection complémentaires.

L'exploitant justifie par lettre au Préfet de l'Oise des informations précitées, sous le délai de 15 jours à compter de leur réalisation.

Article 10 :

Sous le délai d'un mois, l'exploitant fait parvenir au Préfet de l'Oise une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique. Le dossier qu'il produit à cet effet est constitué au moins des éléments mentionnés à l'article 24-4 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

Article 11 :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

Article 12 :

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de :


- deux mois pour l'exploitant de l'ancien centre d'enfouissement technique, à compter de la notification de la présente décision ;
- de quatre ans pour les tiers, à compter de sa date d'affichage.

Article 13 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires de BERNEUIL EN BRAY et LA NEUVILLE GARNIER, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 22 février 2006

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORJUS